

**Point de presse de la porte-parole -
Déplacement du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
en Grèce et à Chypre - Libye -
Déclaration commune saluant le
cessez-le-feu à Tripoli
(Paris, 05 septembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Déplacement du ministre de l'Europe et des affaires étrangères en Grèce et à Chypre (6 et 7 septembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian se rendra en Grèce le 6 septembre et à Chypre le 7 septembre. Il rencontrera à Athènes le Premier ministre Alexis Tsipras et le ministre des affaires étrangères Nicolaos Kotzias ; il aura également des échanges avec la société civile. A Nicosie, il s'entretiendra avec le président de la République de Chypre, Nikos Anastasiades, et avec son homologue Nicos Christodoulides, ainsi qu'avec Elizabeth Spehar, cheffe de la force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

M. Jean-Yves Le Drian traitera avec ces deux partenaires proches de la France les grands dossiers de l'actualité européenne et les projets que nous menons en faveur d'une Europe souveraine, unie et démocratique. Dans cet esprit, le ministre examinera notamment les initiatives à prendre pour mettre en oeuvre les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin derniers visant à établir une véritable politique migratoire européenne, à la fois efficace, responsable et solidaire. Il évoquera aussi l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, qui doit permettre de compléter l'union bancaire, de réformer le mécanisme européen de stabilité, de mettre en place un budget de la zone euro ainsi qu'une capacité d'emprunt propre et, enfin, de renforcer le pilotage politique pour assurer une réelle responsabilité démocratique. Les questions internationales seront également à l'ordre du jour, notamment le dossier syrien et la situation en Méditerranée orientale.

Ce déplacement permettra d'évoquer l'approfondissement de nos relations bilatérales avec la Grèce comme avec Chypre dans tous les domaines, notamment celui de la défense, sur le fondement de la feuille de route du partenariat stratégique franco-grec et de l'agenda stratégique franco-chypriote de 2016.

À Athènes, M. Le Drian saluera la conclusion en juin d'un accord historique entre Athènes et Skopje sur la question du nom, en appelant à sa ratification rapide. Il assurera ses interlocuteurs, à l'heure où la Grèce sort du troisième plan d'assistance financière, que la France demeure à ses côtés pour assurer une sortie durable de la crise, sur la base des conclusions de l'Eurogroupe de juin, et la poursuite des réformes.

À Nicosie, le ministre rappellera à l'ensemble de ses interlocuteurs la volonté de la France que les négociations inter-chypriotes puissent reprendre à l'issue de l'Assemblée générale des Nations unies.

2 - Libye - Déclaration commune saluant le cessez-le-feu à Tripoli (4 septembre 2018)

Les gouvernements des Etats-Unis, de la France, de l'Italie et du Royaume Uni se félicitent des résultats de la médiation obtenue aujourd'hui par la Mission d'appui des Nations unies visant à réduire la violence à Tripoli et dans ses environs et à assurer la protection des civils. Nous réaffirmons notre ferme soutien au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé, qui oeuvre en faveur d'une cessation immédiate et durable des hostilités dans la capitale libyenne, étape essentielle au progrès du processus politique conformément au plan d'action des Nations Unies.

Comme l'a noté le Secrétaire général le 2 septembre, toutes les parties doivent cesser immédiatement les hostilités et se conformer à l'accord de cessez-le-feu négocié par les Nations unies. Nous appelons toutes les parties libyennes à s'abstenir de toute action susceptible de menacer le cessez-le-feu annoncé aujourd'hui, de compromettre la sécurité des civils ou de porter atteinte aux efforts libyens visant à renforcer le processus politique et à progresser dans un esprit de compromis.

Nous réitérons également notre soutien au président du Conseil présidentiel, Fayez al-Sarraj, et au Gouvernement d'entente nationale qui oeuvrent en partenariat avec les Nations Unies pour promouvoir la réconciliation et soutenir le processus politique mené par les Libyens./.